

L'an dernier, le Canada n'a pas cessé de jouir d'un haut niveau de prospérité. Cela tenait naturellement à l'essor phénoménal de notre industrie au cours de la dernière décennie. Pendant cette période, notre population a augmenté de 21 p. 100, notre commerce extérieur a triplé et notre production nationale brute a doublé. Il en va de même dans presque tous les autres secteurs de notre économie, et même si le nombre des agriculteurs est inférieur à celui d'avant la guerre, la production agricole s'est accrue de 25 p. 100.

La production forestière a presque doublé; celle de l'aluminium a quintuplé. Celle du pétrole est six fois, et celle du minerai de fer est trente-huit fois plus abondante. Presque trois fois plus d'automobiles et six fois plus de réfrigérateurs sortent des usines, au regard des années d'avant-guerre. On pourrait allonger cette liste presque indéfiniment.

Les Canadiens perçoivent avec acuité l'ampleur de cette production, et même si une foule d'éléments ont influé sur la situation, vous conviendrez sans doute avec moi que l'apport capital à notre essor industriel incomparable provient du gouvernement actuel, surtout en raison de ses programmes judicieux sur le plan économique et financier. Certes ces avances ne se seraient pas produites si les portefeuillistes et les détenteurs de capitaux destinés à la spéculation tant au pays qu'à l'extérieur, n'avaient eu une confiance aveugle dans le programme et la méthode administrative essentiellement judicieux du gouvernement. M. Keith Funston, président de la bourse new-yorkaise des valeurs, a fort bien exprimé cette confiance en adressant la parole devant quelque 600 hommes d'affaires, hommes lancés dans la finance ou la vie publique, lors d'un déjeuner qui marquait le centième anniversaire de la Bourse des valeurs de Toronto. Il affirmait notamment:

A mon sens, le deuxième siècle de votre carrière connaîtra un essor et un progrès au delà même de vos rêves d'aujourd'hui. On sait que le Canada possède des ressources naturelles à foison, mais votre gouvernement, vos chefs de file des affaires et de la finance, ont prouvé qu'ils possèdent le courage, l'imagination et l'habileté nécessaires pour assurer que tout le monde touchera les récompenses de la libre entreprise. Si nous du Sud éprouvons un brin d'envie, ce n'est pas parce que nous vous voyons avec regret recevoir la récompense matérielle méritée par vos efforts.

Mais nous envions le milieu où l'on encourage le placement des capitaux au Canada et le respect accordé aux risques courus. Nous pourrions chez nous accorder un peu plus de cet encouragement, soit dit sans exagération. Vous avez encouragé un afflux de capitaux destinés à la spéculation, non seulement de la part de vos citoyens mais de tous les coins de l'univers. Vous ne prélevez pas d'impôt punitif sur les gains de capitaux, ni d'impôts

sur les excédents de bénéfices; vous n'avez point placé d'obstacles sur la route où les capitaux de spéculation cherchent légitimement à fructifier.

Tout en poursuivant son vaste essor industriel, le Canada a développé son commerce; à telles enseignes qu'aujourd'hui, malgré notre population, nous occupons le troisième rang mondial parmi les grands pays de commerce. Il faut se rappeler qu'afin de maintenir ces normes de croissance, nous devons considérer notre commerce extérieur à peu près comme les forces vives de notre pays. A l'heure actuelle, nous exportons les deux tiers de notre blé, 95 p. 100 de notre papier et 80 p. 100 de notre aluminium. De fait, le chiffre global des exportations canadiennes vers d'autres pays s'établissait l'an dernier à quatre milliards.

A quoi tiennent ces réalisations? Comment avons-nous triplé nos exportations depuis 1935? Ce n'est pas le jeu du hasard. C'est parce que le gouvernement libéral a adopté des programmes judicieux de commerce plurilatéral, n'a pas cessé d'abaisser et même de supprimer les obstacles d'ordre commercial, ne s'est pas lassé d'intensifier notre commerce avec le Commonwealth, les États-Unis et tous les pays de l'univers. Afin de conserver une telle position, qui nous place au premier rang mondial des pays commerçants, compte tenu de notre population, il nous faut exporter aussi bien des produits usinés que des matières premières vers tous les pays qui en ont besoin; sinon, ils ne pourront se procurer les devises qui paieront nos marchandises.

Les groupes d'opposition, au pays, soutiennent, il va de soi, qu'une telle exportation de matières premières devrait cesser aussitôt, pour ne faire place qu'à l'exportation de produits usinés. Une foule de motifs rendent cette politique de restriction illogique et peu judicieuse.

D'abord, le commerce repose sur l'échange et les précieux débouchés pour nos produits comme le blé, le cuivre ou le nickel, seraient perdus si d'autres pays ne pouvaient pas gagner les dollars nécessaires à leur achat en nous vendant leurs matières premières et leurs produits usinés.

Deuxièmement, les consommateurs canadiens seraient contraints de verser des prix plus élevés à l'égard d'une foule de denrées que nous pouvons actuellement nous procurer moins cher ailleurs qu'au pays.

Troisièmement, si nous refusons d'exporter l'une ou l'autre de nos matières premières, les pays étrangers se vengeraient naturellement en refusant de nous expédier leurs